

Réponse de José Igartua

José E. Igartua

Volume 40, numéro 2, automne 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304449ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304449ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Igartua, J. E. (1986). Réponse de José Igartua. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40(2), 277–283. <https://doi.org/10.7202/304449ar>

RÉPONSE DE JOSÉ IGARTUA

A l'origine, la note critique que j'ai faite de *Structure and Change* ne devait être qu'un simple compte rendu. Comme je ne pouvais pas étayer mon évaluation du livre dans l'espace habituel d'un compte rendu, j'ai demandé à la rédaction de la *Revue* d'en faire une note critique, jugeant (peut-être à tort) que le livre méritait une telle attention. L'essentiel de ma critique portait non pas sur l'adoption par l'auteur de la perspective néo-classique en soi, mais sur «l'application trop rigide» de cette perspective, dont l'auteur tire à l'occasion des descriptions de l'histoire économique du Québec qui ne m'ont pas apparu fondées. J'ai

reproché à l'auteur de déduire l'histoire économique du Québec de modèles tirés de la théorie néo-classique là où les données historiques lui faisaient défaut. J'ai tenté de montrer que cela était particulièrement patent dans les chapitres sur la Nouvelle-France. Par ailleurs, je me suis efforcé d'indiquer les parties du livre que je considérais les meilleures.

Dans sa réplique, l'auteur prétend que je ne sais pas distinguer la théorie néo-classique de ce qu'il appelle *la* théorie économique contemporaine; il a, dit-il, utilisé «plusieurs outils de l'économiste contemporain» pour analyser l'histoire économique du Québec. Ma critique n'a pas eu l'heur de lui plaire, au point de l'amener à produire une réplique qui ferait ressortir mon «ignorance» de «l'économie la plus rudimentaire» et ma prédilection pour une «histoire analytiquement faible». Ces traits m'enlèveraient toute crédibilité comme critique de son livre. Il me reproche aussi de postuler «l'irrationalité» des paysans québécois et d'emprunter ainsi une «voie anti-intellectuelle». Il tente enfin un certain nombre de mises au point qui sont loin de me convaincre. C'est dans cet ordre que je présenterai ma réponse.

Après le docteur Pangloss, c'est à Monsieur Jourdain que Robert Armstrong me fait penser. Il semble bien, en effet, qu'il fasse de l'analyse néo-classique sans le savoir! Dans ma note critique, j'ai présenté son livre comme étant conçu dans «le cadre général de l'interprétation néo-classique». Ce n'est pas ici l'endroit pour refaire l'histoire des théories économiques; le lecteur novice trouvera commode le petit ouvrage de J.-M. Albertini et A. Silem sur le sujet¹. Ces auteurs répartissent les théories économiques générales en quatre grands courants, nommés d'après leurs principaux penseurs: les descendants d'Adam Smith, ceux de Marx, ceux de Keynes et ceux de Schumpeter. Les néo-classiques s'insèrent dans la grande famille des «smithiens», à laquelle ils ont contribué l'analyse des choix à la marge. Au centre de cette façon de voir les choses, on retrouve le postulat de la rationalité des agents économiques, le postulat de la maximisation et la foi dans le marché comme meilleur mécanisme de régulation économique. Le jeu de ces facteurs entraîne un équilibre dans les prix et une allocation optimale des ressources.

A l'intérieur de cette *théorie* générale, on a bien sûr développé de nombreux *modèles* ou outils d'analyse particuliers. Autant dans sa critique que dans son livre (p. xv), Armstrong semble ignorer la distinction entre théorie générale et modèle. C'est lui-même qui, dans l'introduction de son livre, présente l'interprétation du *staple* dans le cadre de modèles néo-classiques, dont le premier, écrit-il, «... loosely accounts for the economic growth process in Quebec until about the middle of

¹ Jean-Marie Albertini et Ahmed Silem, *Comprendre les théories économiques*, 1: *Clés de Lecture*, et 2: *Petit guide des grands courants* (Paris, Seuil, coll. «Points», 1984).

the nineteenth century». Malgré ce qu'il affirme dans sa réplique, c'est ce modèle qui sous-tend sa présentation de la traite des fourrures dans le livre². Dans le reste de cette introduction, l'auteur traite des mérites d'un modèle néo-classique de croissance à deux secteurs, l'un satisfaisant la demande interne et l'autre fournissant des produits primaires au marché international; il donne à entendre que ce modèle s'applique assez bien, malgré certaines faiblesses à rendre compte de l'accroissement du capital (p. xix). On ne voit pas où cette discussion doit mener le lecteur si ce n'est pour lui présenter les outils d'analyse de l'auteur.

L'auteur termine son chapitre d'introduction en faisant allusion aux travaux de D.C. North sur l'analyse économique des institutions. Or North, ayant reconnu les lacunes de la théorie néo-classique pour l'analyse du changement à long terme — c'est lui-même qui l'affirme — a tenté d'y *intégrer* des modèles de l'Etat, de l'évolution des institutions et de la genèse des idéologies³. La perspective de North, une «source of inspiration» (p. xix) pour Armstrong, a amené ce dernier à consacrer deux chapitres de son livre aux changements institutionnels. Les modèles de North n'y sont cependant pas appliqués de façon très systématique, ce qui réduit considérablement l'originalité de cette démarche, comme je l'ai indiqué dans ma note critique.

Qu'en est-il dans le corps du livre d'Armstrong? J'ai relevé dans ma note critique les endroits où je jugeais le cadre d'analyse malvenu et je ne peux m'étendre davantage là-dessus dans cette réponse. Je rappelle seulement que les exemples les plus frappants de l'application des postulats néo-classiques sont sans doute les pages qui portent sur l'immigration française au Canada (ch. 2, pp. 15-17), où la description des facteurs d'attrait pour le Canada et des motifs de départ de la France suppose un calcul à la marge de la part des immigrants libres de disposer de leur personne. Ce n'est qu'à la fin de ce passage (p. 17) qu'il traite de l'immigration forcée, sans d'ailleurs dire clairement qu'il s'agissait d'une immigration forcée. On retrouve aussi les mêmes postulats dans l'analyse des mouvements migratoires du 19^e siècle (pp. 166-169). Je le rappelle non pas pour remettre ces postulats en question une nouvelle fois, mais pour indiquer qu'ils sous-tendent bel et bien la perspective générale de l'auteur.

Dans ma note critique, j'ai exprimé des réserves sur la pertinence du modèle de rationalité économique sous-jacent à l'analyse d'Armstrong pour l'ensemble de la période et des acteurs économiques. Armstrong en conclut que je postule l'irrationalité des habitants face aux

² Il ajoute à la note 2 qu'il a fait une «critique du modèle néo-classique» dans la note critique des travaux de McInnis et Lewis publiée dans *Histoire sociale*. Or, cette critique ne s'attaque pas au modèle néo-classique, mais porte sur les mesures utilisées par McInnis et Lewis.

³ Douglass C. North a exposé ses positions théoriques dans *Structure and Change in Economic History* (New York, Norton, 1981). Son chapitre sur l'État s'intitule «A Neoclassical Theory of the State».

choix économiques. Il confond trois choses distinctes: la rationalité des acteurs sociaux, la rationalité économique, et la rationalité de marché. Les débats en sciences sociales sur la notion de rationalité renvoient à l'épistémologie même de ces disciplines. L'anthropologie économique a fait connaître des formes de rationalité économique qui ne sont pas les rationalités de marché que l'analyse néo-classique postule comme faisant partie de la nature humaine⁴. Quant à la notion de rationalité elle-même, on sait quelle charge d'ethnocentrisme elle a pu véhiculer. Il est dommage qu'un économiste professionnel ne semble pas au fait de ces débats qui ont contribué à ramener la théorie néo-classique du rang de théorie prétendument universelle à celui d'une théorie qui n'est applicable qu'à des types de société bien définis.

Mes commentaires sur l'application du postulat d'une rationalité de marché chez l'habitant n'avaient pas pour objet de nier toute rationalité économique ou toute rationalité tout court chez l'habitant. La question est de savoir quels étaient les impératifs les plus pressants pour les habitants: les stratégies de survie personnelle, les stratégies de reproduction familiale, ou les réponses à l'appel du marché. Il s'agit là d'une question historique à laquelle on ne peut répondre péremptoirement en affirmant le postulat de la dominance du marché et des poursuites économiques individuelles⁵. Ce que je reproche à Armstrong, c'est de **déduire** le comportement des habitants de ses modèles et de présenter ses déductions comme phénomènes historiques dûment constatés. J'ai voulu mettre en évidence un vice de méthode: lorsqu'on fait de l'histoire économique, les modèles doivent rendre compte le mieux possible de ce que l'on connaît de la réalité disparue; tout plier dans un seul modèle sans tenir compte de ce qui n'y entre pas n'est pas un exercice qui aide à comprendre le passé. Dire cela n'est pas s'opposer ni à l'usage des modèles, ni à l'analyse économique, ni à l'analyse tout court; il est dommage que M. Armstrong ne l'ait pas compris.

Je voudrais aussi répondre à certaines accusations précises. Au paragraphe 7 de sa réplique, M. Armstrong me reproche de ne pas avoir donné ma propre interprétation de l'histoire de la Nouvelle-France dans ma note critique. On comprendra que ce n'était pas le lieu de le faire;

⁴ Je renverrai M. Armstrong à l'article «Rationalité économique» de l'édition 1985 de l'*Encyclopedia Universalis*. Pour un aperçu des débats entourant la notion de rationalité et l'universalité des modèles de marché en anthropologie, voir Maurice Godelier, «Objet et méthodes de l'anthropologie économique», dans Guy Palmade, dir., *L'Économie et les sciences humaines* (Paris, Dunod, 1967), I: 71-123; Godelier, *Rationalité et irrationalité en économie* (Paris, Maspero, 1974) 2 vols; Harold K. Schneider, *Economic Man: The Anthropology of Economics* (New York, Free Press, 1974); Edward E. LeClair Jr. et Harold K. Schneider, dir., *Economic Anthropology: Readings in Theory and Analysis* (Montréal, Holt, Rinehart et Winston, 1968).

⁵ Le livre récent d'Allan Greer, *Peasant, Lord, and Merchant* (Toronto, University of Toronto Press, 1985) fournit d'intéressants éléments de réponse à cette question. Sur l'importance économique de la famille et l'agencement des priorités qui s'y établissait, voir Tamara K. Hareven, «Les grands thèmes de l'histoire de la famille aux États-Unis», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39,2 (automne 1985): 193.

néanmoins, je le réfère à l'*Histoire du Québec*, sous la direction de Jean Hamelin (Saint-Hyacinthe, Edisem, 1976) et à Louise Dechêne, *Habitants et marchands de Montréal au XVIIe siècle* (Paris-Montréal, Plon, 1974)⁶.

Dans ce même paragraphe, il fait une lecture pour le moins bizarre des pp. 14-15 de son livre en disant qu'il a pris soin d'y écrire que les considérations économiques n'avaient peut-être pas été les plus importantes dans les décisions des immigrants. Ces deux pages sont consacrées à une présentation des facteurs attractifs et des facteurs répulsifs entourant l'immigration; l'auteur y écrit:

Complex and varied considerations influenced the decision to migrate to North America... But an underlying motive for international migration was the desire to increase personal income and wealth... Their [les immigrants] migration decision depended on the net difference in income between the Old World and the New, as perceived at the time, subject to various incentives offered by the State. The income differential was a 'net' calculation in the sense that it amounted to the present value of the difference in expected income after the total costs of moving had been taken into account. Of course the average working person's perception of this differential was vague and subject to considerable error. But this did not prevent potential migrants from comparing expected opportunities in the New World with the income to be earned from selling their labor in Europe, and moving if the net difference was positive.

Ou bien ce passage ne veut rien dire de plus que les immigrants avaient une quelconque idée de ce qui les attendait en Amérique, ou bien il veut dire que les immigrants effectuaient ni plus ni moins qu'un calcul à la marge. La place accordée dans le livre à cette «explication» laisse à entendre qu'elle est la plus importante, contrairement à ce qu'affirme M. Armstrong dans sa réplique.

Toujours dans ce paragraphe de sa réplique, l'auteur dit des variables économiques qu'elles aident à comprendre les «taux d'immigration différents en Nouvelle-France et en Nouvelle-Angleterre, un phénomène mesurable (voir Tableau 2.1) que j'ai essayé d'expliquer de façon globale». Or le tableau 2.1 de son livre (p. 16) ne porte pas sur les taux d'immigration mais sur la population totale du Canada et de l'ensemble des colonies britanniques en Amérique du Nord de 1630 à 1760. D'après ce tableau (qui ne dit rien sur les *taux d'immigration* qui devraient se mesurer sur les populations métropolitaines et non sur les populations des colonies), la population du Canada s'accroît par un facteur de 291 de 1641 à 1760, alors que celle des colonies britanniques

⁶ M. Armstrong pourra bientôt prendre connaissance de ma «propre version des faits» en lisant le chapitre que j'ai rédigé sur la Nouvelle-France pour le volume 21 de la *Historia General de América* (à paraître).

n'augmente que par un facteur de 234. M. Armstrong lit ses propres chiffres d'une bien drôle de façon.

Quant à la discussion de la «croissance économique sans développement qui semble caractériser l'économie coloniale», je n'en retrouve trace ni dans le chapitre d'introduction ni dans le premier chapitre. Au contraire, lorsque l'auteur parle de la traite des fourrures, il la qualifie de «main source of economic growth and change (p. 6 et p. 11)». Comme le modèle du développement du sous-développement n'est pas utilisé par Armstrong, je ne vois pas pourquoi j'aurais dû faire état de mes connaissances sur ce sujet dans ma critique.

Au paragraphe 11, l'auteur conteste ma critique de sa présentation de l'industrialisation en laissant entendre qu'il a traité ce que je lui reproche d'avoir laissé de côté. On ira relire en vain ses chapitres 12 et 15 pour y trouver une *explication* de la Révolution industrielle. Il n'explique pas pourquoi «the factory system of production gradually replaced various forms of artisanal production, and gave rise to a new social class, the urban proletariat (p. 200)»; le processus aurait-il été un élément d'un inévitable progrès?

L'auteur m'accuse, ici encore, de lancer des affirmations sans fondement sur la nature de la Révolution industrielle; il cite pourtant, dans la bibliographie du chapitre 12 (p. 203), l'article de Joanne Burgess sur l'industrie de la chaussure qui constitue un excellent exemple de ce que j'ai dit sur la Révolution industrielle dans ma critique⁷. Il consultera avec profit Fernand Harvey, *Révolution industrielle et travailleurs* (Montréal, Boréal Express, 1978) et la section contenant une sélection des témoignages québécois à la Commission royale d'enquête sur les relations entre le capital et le travail dans Greg Kealey, *Canada Investigates Industrialism* (Toronto, University of Toronto Press, 1973).

Enfin, je n'ai jamais mentionné que des «pressions quelconques» l'avaient forcé de conclure quoi que ce soit, comme il l'affirme au paragraphe 12. Sur le fond de la question, soit l'influence des facteurs culturels sur les différences de niveau de salaire entre le Québec et l'Ontario, la citation de la réplique ne répond pas à la question. En premier lieu, elle confond les mouvements internes de population (l'urbanisation du Québec) avec l'émigration hors du Québec, vers le reste du Canada ou vers les États-Unis. Or, il s'agit d'expliquer les disparités entre les salaires québécois et les salaires ontariens; l'auteur les attribue à la langue (p. 240):

To some extent, unilingual Francophone workers may have constituted a captive labor market in North America, resulting in a

⁷ Joanne Burgess, «L'industrie de la chaussure à Montréal: 1840-1870 — le passage de l'artisanat à la fabrique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31,2 (septembre 1977): 187-210.

margin of monopsony power favorable to Quebec's employers, lower wage rates for equivalent work, and the adoption of more labor-intensive industrial processes than in Ontario.

Pourquoi les travailleurs québécois auraient-ils été plus captifs de leur langue au 20e siècle qu'au 19e? Les lois de l'immigration aux États-Unis n'expliquent pas pourquoi les Québécois n'émigrèrent pas en Ontario au 20e siècle, alors que le revenu per capita y était sensiblement plus élevé qu'au Québec. L'auteur aurait pu faire référence à d'autres éléments d'explication que la langue, notamment à la rigidité croissante du marché du travail, et au fait que si les *écarts relatifs* avec l'Ontario demeurent considérables au 20e siècle, les *niveaux de vie absolus* au Québec au 20e siècle sont beaucoup plus élevés qu'au siècle précédent; les facteurs répulsifs peuvent par conséquent être moins forts.

L'auteur termine sa réplique par une attaque *ad hominem* dont le but est de me démontrer inapte à recenser son livre, ne l'ayant pas bien compris. Je ne m'aventurerai pas sur ce terrain; je souhaite seulement, pour l'auteur, être le seul lecteur à avoir autant de difficulté à comprendre son oeuvre.

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

JOSÉ E. IGARTUA